

## TRADUCTION

F. 99 — 2606

[C — 99/35924]

**15 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande, notamment l'article 24, quatrième, cinquième et sixième alinéas, insérés par le décret du 24 juillet 1996 et modifiés par le décret du 14 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, notamment l'article 32;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 mai 1999;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le 1<sup>er</sup> juin 1999 au plus tard les directives doivent être communiquées aux candidats à l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, notamment à la première session organisée les 6 et 8 juillet 1999, qu'aucune contestation ne peut être élevée sur la façon dont un candidat, en vertu de l'intitulé 'règlement des différends', peut demander communication des pièces sur la base desquelles le jury a arrêté son résultat, qu'aucune incertitude ne peut subsister quant à la date à laquelle ce candidat peut prendre connaissance des pièces;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 1999, par application de l'article 84, premier alinéa, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Aussi bien pour la première session que pour la seconde session de l'examen d'admission annuel, tel que visé à l'article 7 du présent arrêté, il ne peut être donné communication des pièces qu'à partir du 5 septembre de l'année en cours. »;

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1999.

**Art. 3.** Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP****MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 99 — 2607

[C — 99/29434]

**22 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>;

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;

2. "Loi spéciale" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 2.** Monsieur Hervé Hasquin, Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est compétent pour :

- 1° la coordination de la politique gouvernementale;
- 2° les relations intra-belges;
- 3° la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions;
- 4° les relations avec le Parlement;
- 5° les relations européennes et internationales;
- 6° la politique dans le domaine de l'égalité des chances;
- 7° la gestion des bâtiments administratifs.

**Art. 3.** Monsieur Robert Collignon, Ministre du Budget, de la Culture et des Sports, est compétent pour :

- 1° le budget et les finances de la Communauté française;
- 2° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
- 3° les monuments, les sites et les fouilles, en compétences coordonnées avec le Ministre de l'Economie de la Région wallonne;
- 4° les sports et l'animation culturelle;
- 5° la coordination avec la Région wallonne, en matière de patrimoine, tourisme et sports.

**Art. 4.** Monsieur Jean-Marc Nollet, Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E., est compétent pour :

- 1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2°, de la Constitution, dans les matières suivantes :
  - a) l'enseignement fondamental;
  - b) le programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
  - c) le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre;
- 2° la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi spéciale;
- 3° les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
- 4° l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);
- 5° l'accueil de l'Enfance.

**Art. 5.** Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, est compétent pour :

- 1° l'enseignement dans les matières suivantes :
  - a) l'enseignement secondaire;
  - b) l'enseignement artistique de niveau secondaire;
  - c) l'inspection de l'enseignement;
  - d) les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
  - e) la formation postscolaire et parascolaire;
  - f) la formation intellectuelle, morale et sociale;
  - g) les centres psycho-médico-sociaux;
  - h) la tutelle sur les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires;
  - i) les bâtiments scolaires à l'exception du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, du Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre, et du programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
  - j) l'enseignement spécial;
  - k) les écoles européennes;
  - l) le centre d'orientation scolaire;
  - m) le pilotage interréseaux.
- 2° les matières culturelles, telles que :
  - a) les beaux-arts;
  - b) la défense et l'illustration de la langue;
  - c) les bibliothèques;
  - d) la formation artistique.

**Art. 6.** Madame Françoise Dupuis, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est compétente pour :

- 1° l'enseignement universitaire;
- 2° la recherche scientifique;
- 3° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;
- 4° l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
- 5° l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
- 6° les allocations et prêts d'études;
- 7° l'encouragement à la formation des chercheurs;
- 8° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 9° les recherches en éducation;
- 10° le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;
- 11° l'Académie royale des sciences.

**Art. 7.** Madame Corinne De Permentier, Ministre de l'Audiovisuel, est compétente pour :

- 1° la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
- 2° le soutien à la presse écrite;
- 3° la médiathèque et services similaires;
- 4° l'aide au cinéma.

**Art. 8.** Monsieur Yvan Ylief, Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale, est compétent pour :

- 1° la promotion sociale;
- 2° la reconversion et le recyclage professionnels;
- 3° l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits, l'enseignement de promotion sociale;
- 4° la politique de la jeunesse;
- 5° l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- 6° la fonction publique;
- 7° la fonction publique des organismes d'intérêt public;
- 8° l'informatique administrative;
- 9° les centres d'expression et de créativité;
- 10° les statuts des personnels de l'enseignement.

**Art. 9.** Madame Nicole Marechal, Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

- 1° la politique de la santé visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, I, de la loi spéciale, à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
- 2° l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

**Art. 10.** Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

**Art. 11.** Les projets de décret et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) compétent(s) pour le(s) niveau(x) d'Enseignement concerné(s).

**Art. 12.** Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

**Art. 13.** La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

**Art. 14.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juillet 1999.

**Art. 16.** Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1999.

H. HASQUIN,  
Ministre-Président

R. COLLIGNON,  
Ministre

J.-M. NOLLET,  
Ministre

P. HAZETTE,  
Ministre

Mme F. DUPUIS,  
Ministre

Mme C. DE PERMENTIER,  
Ministre

Y. YLIEFF,  
Ministre

Mme N. MARECHAL,  
Ministre

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2607

[C - 99/29434]

**22 JULI 1999. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering  
tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 tot verhoging van het maximum aantal leden van de Franse Gemeenschapsregering in uitvoering van artikelen 123, §2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Op voorstel van de Minister-President,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. « Minister » : een Minister, Lid van de Franse Gemeenschapsregering;
2. « Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1.

**Art. 2.** De heer Hervé Hasquin, Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

- 1° de coördinatie van het regeringsbeleid;
- 2° de relaties tussen de Belgische instellingen onderling;
- 3° de bijeenroeping, in naam van de Regering, van het Overlegcomité Federale Regering — Gemeenschaps- en Gewestregeringen;
- 4° de relaties met het Parlement;
- 5° de Europese en internationale relaties;
- 6° het gelijkheidsbeleid;
- 7° het beheer van de administratiegebouwen.

**Art. 3.** De heer Robert Collignon, Minister van Begroting, Cultuur en Sport, is bevoegd voor :

- 1° de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap;
- 2° het cultureel erfgoed, de musea en de andere cultureel-wetenschappelijke instellingen;
- 3° de monumenten, landschappen en vindplaatsen, in coördinatie met de Minister van Economie van het Waals Gewest;
- 4° de sport en de culturele activiteiten;
- 5° de coördinatie met het Waals Gewest wat betreft het erfgoed, het toerisme en de sport.

**Art. 4.** De heer Jean-Marc Nollet, Minister van Kinderwelzijn, belast met het Lager Onderwijs, de opvang en de opdrachten van Kind en Gezin, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bedoeld artikel 127, §1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, in de volgende domeinen :
  - a) het lager onderwijs;
  - b) het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het lager en secundair onderwijs dat is ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
  - c) het Garantiefonds voor de schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs;
- 2° de materie bedoeld in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet;
- 3° de vakantiecentra, met name wat betreft de materies bedoeld in artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet en dit onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten genomen in uitvoering hiervan;
- 4° Kind en Gezin (K&G);
- 5° het Kinderonthaal;

**Art. 5.** De heer Pierre Hazette, Minister van het Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs op de volgende vlakken :
  - a) het secundair onderwijs;
  - b) het artistiek onderwijs — secundair niveau;
  - c) de onderwijsinspectie;
  - d) de parascolaire activiteiten, de hulpprogramma's bij het onderwijs en de berichtgeving;
  - e) de postscolaire en parascolaire vorming;
  - f) de intellectuele, morele en sociale vorming;
  - g) de psycho-medische-sociale centra;
  - h) het toezicht op de overheidsbedrijven voor de administratie van de schoolgebouwen;
  - i) de schoolgebouwen, met uitzondering van het Fonds voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs, het Garantiefonds voor de schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs en van het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het lager en secundair onderwijs dat is ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
  - j) het bijzonder onderwijs;
  - k) de Europese scholen;
  - l) het schooloriëntatiecentrum;
  - m) de besturing van de internetwerkssystemen.
- 2° de culturele aangelegenheden, zoals :
  - a) de schone kunsten;
  - b) de verdediging en de illustratie van de taal;
  - c) de bibliotheken;
  - d) de artistieke vorming.

**Art. 6.** Mevrouw Françoise Dupuis, Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, is bevoegd voor :

- 1° het universitair onderwijs;
- 2° het wetenschappelijk onderzoek;
- 3° de kredieten voor het basisonderzoek afkomstig van de D.P.W.B., van Volksgezondheid, Economische Zaken en deze bestemd voor het N.F.W.O. en het I.R.S.I.A.;
- 4° het hoger niet-universitair onderwijs van het korte en lange type;
- 5° het artistiek onderwijs van het hoger niveau, met inbegrip van de conservatoria;
- 6° de studietoelagen en studieleningen;
- 7° het aanmoedigen van de opleiding van vorsers;
- 8° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 9° het onderzoek in de opvoeding;
- 10° het Fonds voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 11° de Koninklijke Academie voor Wetenschappen.

**Art. 7.** Mevrouw Corinne De Permentier, Minister van de Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

- 1° de radio-uitzendingen en de televisie, behalve de uitzending van de mededelingen van de federale Regering;
- 2° de hulp aan de geschreven pers;
- 3° de mediatheek en aanverwante diensten;
- 4° de bijstand aan de bioscopen.

**Art. 8.** De heer Yvan Ylief, Minister van Jeudzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie, is bevoegd voor :

- 1° de sociale promotie;
- 2° de beroepsomscholing en -bijscholing;
- 3° het afstandsonderwijs, het artistiek onderwijs met verminderde uren, het onderwijs voor sociale promotie;
- 4° het jeugdbeleid;
- 5° de permanente opvoeding en de culturele activiteiten;
- 6° het openbaar ambt;
- 7° het openbaar ambt van de instellingen van openbaar nut;
- 8° de informatica van het bestuur;
- 9° de centra voor expressie en creativiteit;
- 10° de statuten van het onderwijspersoneel.

**Art. 9.** Mevrouw Nicole Marechal, Minister van Jeudzaken en Gezondheid, is bevoegd voor :

1° het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, behoudens de opdrachten die zijn toevertrouwd aan Kind en Gezin en dit, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die zijn genomen in uitvoering hiervan;

2° de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, behoudens de opdrachten die zijn toevertrouwd aan Kind en Gezin en dit, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die zijn genomen in uitvoering hiervan.

**Art. 10.** Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor de materies inzake het wetenschappelijk onderzoek dat wordt toegepast binnen de perken van zijn bevoegdheden.

Iedere Minister staat aan het hoofd van het personeel van het Bestuur dat onder zijn bevoegdheid valt.

**Art. 11.** De ontwerpdecreten en besluiten waarover de Regering beraadslaagt, worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de materie behandeld in het ontwerpdecreet of het besluit.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake het Openbaar Ambt van de instellingen van openbaar nut worden ondertekend door de Minister van Openbaar Ambt en medeondertekend door de Minister(s) belast met het toezicht op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake het statuut van het Onderwijspersoneel worden ondertekend door Minister van Openbaar Ambt en medeondertekend door de Minister(s) bevoegd voor het (de) betrokken onderwijsniveau(s).

**Art. 12.** Ingeval van delegatie van bevoegdheid, overeenkomstig het besluit houdende het reglement voor de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie de delegatie is gegeven.

**Art. 13.** De ondertekening van de decreten en besluiten mag, in de titel van de Minister, enkel de vermelding bevatten van de materie die is behandeld in de besluiten en decreten.

**Art. 14.** Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 december 1996 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering is opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 22 juli 1999.

**Art. 16.** De Ministers, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juli 1999.

H. HASQUIN,  
Minister-President

R. COLLIGNON,  
Minister

J.-M. NOLLET,  
Minister

P. HAZETTE,  
Minister

Mme F. DUPUIS,  
Minister

Mme C. DE PERMENTIER,  
Minister

Y. YLIEFF,  
Minister

Mme N. MARECHAL,  
Minister